

1er mai : les syndicats dispersés, toutes les réactions des leaders syndicaux

Après cinq années de défilés unitaires sous l'ère Sarkozy, la CGT et la CFDT avaient déjà célébré la Fête du Travail chacune de leur côté l'année dernière.

Ce jeudi 1er mai, c'est la Fête du travail. Et qui dit Fête du travail, dit manifestation des syndicats. Mais alors que pendant cinq ans les confédérations ont défilé main dans la main, pour la deuxième année consécutive, ils ont vécu cette journée dans la désunion. Ainsi, la CGT et FO ont défilé ensemble à Paris contre la politique du gouvernement Valls tandis que la CFDT et l'Unsa se sont rassemblés dans la capitale sous le signe de l'Europe.

A la mi-avril, le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon avait pourtant appelé les organisations syndicales à se rassembler. Une main tendue repoussée par le numéro un de la CFDT Laurent Berger: "On n'a pas d'objectifs communs à partager", "nous ne pratiquons pas tout à fait le même type de syndicalisme", lui avait-il répondu. Les pommes de discorde s'appellent Pacte de responsabilité et plan d'économies budgétaires. S'ils n'étaient pas réunis, les leaders syndicaux ont tout de même fait passer quelques messages.

Ainsi, Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, a notamment déclaré, sur [RTL](#), avoir "du mal à mesurer la différence" entre la politique de François Hollande depuis deux ans et celle de son prédécesseur Nicolas Sarkozy. "Nous avons le sentiment que c'est la poursuite de la précédente : non aux salaires, non à l'emploi, oui au déclin industriel de notre pays" a-t-il poursuivi avant de réaffirmer que "le pacte de responsabilité, c'est un pacte d'austérité".

De son côté, le numéro un de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a rappelé, alors qu'il participait à la manifestation du 1er mai à Lyon, que "jamais le patronat ne prendra d'engagements pour l'emploi et les rémunérations" dans le cadre du Pacte de responsabilité, demandant au gouvernement de "sortir de l'austérité". "Nous continuons à condamner le Pacte de responsabilité, le gouvernement fait fausse route sur le plan de la politique économique, le patronat ne prendra jamais d'engagements en matière d'emplois et de rémunération. Ce qu'on demande c'est de sortir de l'austérité", s'est emporté le secrétaire général de FO.

Quand vous lisez le relevé de décisions (du Pacte de responsabilité, ndlr) il n'y a rien, aucun engagement concret sur l'emploi. Non seulement il n'y a pas de contreparties en terme de rémunérations et en plus, le président du Medef a encore dit hier qu'il réclamait un Smic moins fort", a encore dénoncé le leader syndical.

Enfin, Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, a certifié de son côté que les deux premières années de la présidence Hollande avaient été "difficiles" pour les Français. Sur [Europe 1](#), il a réaffirmé toutefois son soutien au pacte de responsabilité et appelé le patronat à cesser de "geindre". En échange des aides qu'il va recevoir, le patronat "doit s'engager concrètement" sur l'emploi et les conditions de travail, a-t-il estimé. En revanche, il a jugé "inacceptable" le gel jusqu'en 2017 du point d'indice des fonctionnaires qui sert de base aux salaires. Le 15 mai, jour de grève et de manifestation intersyndicale dans la Fonction publique, "je serai dans la rue".